

Conférence du Dr Toufic Gaspard

« La face cachée de la crise économique au Liban »

le 14 mars 2016



Une crise est une situation d'instabilité qui peut mener à des changements très négatifs. Il faut donc savoir agir. Une crise économique débouche généralement sur une dépréciation de la monnaie nationale (à part la zone Euro, les E-U et le Japon).

Au début des années '90 notre dette nationale était une des plus basses au monde. Aujourd'hui notre dette nationale est de 70 milliard de dollars, ce qui représente 139% du PIB ; une des plus élevées au monde...

Les causes de la dette publique

Une dette, en elle-même, n'est pas vraiment un problème : on s'endette pour investir ; on s'endette pour agrandir une entreprise... Le problème fondamental est la source de la dette. En fait elle est le résultat de tous les déficits depuis 1990 :

- a- Entre 1993 et 2015 l'Etat a dépensé l'équivalent de 187 milliards de dollars (moins de 9% de ce montant dépensés en investissements publics, achats superflus et corruption incluse). Les deux tiers de ce montant - soit 65 milliards de dollars - sur les intérêts et 65 milliards sur les salaires, et 18 milliards dans ce gouffre, qu'est l'EDL.
- b- De plus nous réalisons que nous n'avons pas d'infrastructure physique, ni humaine ; et ceci est encore plus grave.
- c- La balance des paiements : depuis 1943 nous n'avons jamais enregistré plus de deux années consécutives de déficit ; même pendant la guerre... Or en ces cinq dernières années chaque année a été déficitaire. En 2015 : 3.4 milliards de dollars de déficit.

Les symptômes

Des symptômes inquiétants se manifestent dans le secteur monétaire et bancaire : depuis les années '90 la Banque Centrale a décidé, pour défendre la valeur de la livre libanaise, d'accumuler des devises. Pour ce faire, elle a offert des taux d'intérêt très élevés aux banques commerciales.

Par exemple : la Banque Centrale émet des certificats de dépôts en livres libanaises. Le taux moyen d'intérêt étant de 8.2%. Ils émettent aussi des certificats de dépôts en devises variant entre 6 et 7%.

Aux E-U le taux est de 2.2%...

Quel en est le résultat ? 58% des ressources des banques commerciales sont au secteur public : Voilà le fond de la crise. S'il y a un problème, non seulement la livre libanaise sera en danger, mais également le secteur bancaire. Les banques commerciales donnent donc 26% de leurs ressources au secteur privé et 58% au secteur public.

J'ai mentionné une dette gouvernementale de 70 milliards de dollars ; mais le secteur public c'est le gouvernement + les autres entreprises publiques dont la plus importante est la Banque Centrale.

Si nous consolidons notre dette publique selon la méthodologie internationalement adoptée, elle deviendrait de 108 milliards de dollars ; ceci représenterait 213% du PIB. En d'autres termes : Dette de la Banque Centrale + Dette du Gouvernement (chiffres officiellement publiés).

Pourquoi en sommes-nous arrivés là ?

La corruption est évidente. C'est entendu. Mais dans tous les pays, les institutions ont des remparts : parlement, institutions de contrôle, magistrature, syndicats, medias...

Chez nous ces remparts n'existent pas car ils sont tous dans le coup. Sauf peut-être quelques ONG mais qui restent très éparses.

Mais quelles incitations ont-ils pour réagir ou mieux faire ?

Aucune, car leurs intérêts sont ailleurs ; ils ne courent aucun risque car leurs intérêts sont bien défendus. Depuis la fin de guerre il n'y a pas eu un seul débat au parlement ou au gouvernement au sujet de la dette publique ; et par conséquent aucune solution n'a été proposée.

En réalité c'est la faute du peuple qui s'auto-inflige une censure sur le sujet.

Dans l'histoire du Liban moderne, il y a eu deux grands événements : l'indépendance du Liban et le 14 mars 2005, premier vrai sursaut populaire. Réactions de toutes les régions et de toutes les communautés ; malheureusement ce soulèvement fut vite accaparé par les forces politiques et exploité au profit des différents partis politiques. Pour qu'il y ait un changement, il faut qu'il y ait une force générale unie, et non pas des forces individuelles.

Quelles sont les solutions ?

- 1- Techniquement, nous pouvons sortir de cette crise. Il suffit que le Conseil des Ministres mette une limite au déficit de l'État afin de limiter les dégâts, gagner du temps, et prouver que les autorités sont sérieuses. Mais ceci ne sera pas fait de sitôt car limiter les dépenses veut dire limiter les intérêts et la corruption...
- 2- Les chefs d'entreprises représentent des forces importantes ; malheureusement ils ont eux-mêmes des intérêts politiques. Ils pensent à des intérêts à court terme : Short-termism.
- 3- Faire pression sur les partis politiques par le biais d'économistes expérimentés.

Je conclus en disant que : « Si on va toujours de l'avant sans savoir où l'on va, on va dans le mur. »

Je vous remercie.
